



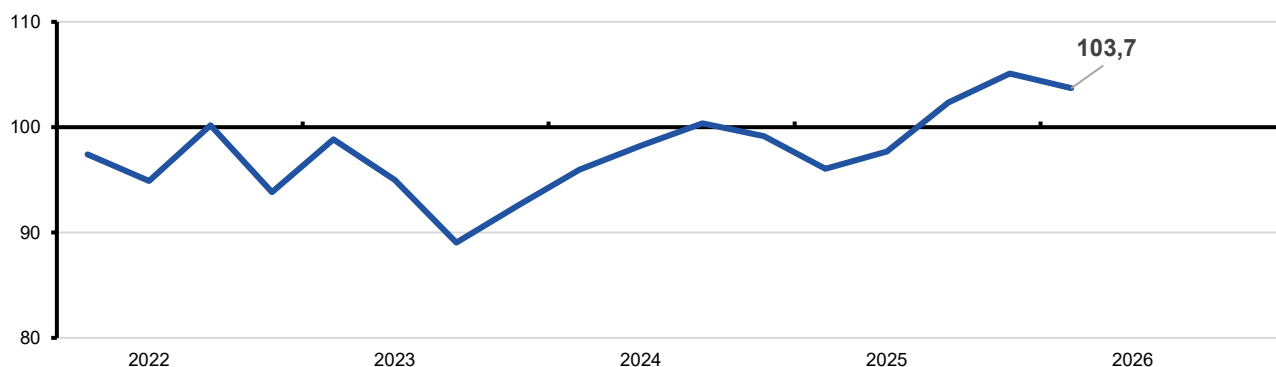
CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles - 1^{er} trimestre 2026

En léger recul, l'indicateur du climat des affaires demeure au-dessus de sa moyenne de longue période

L'ICA se maintient en territoire positif

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

© IEDOM

Pour le troisième trimestre consécutif, l'indicateur du climat des affaires se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période, s'établissant à 103,7 points. Ces niveaux n'avaient pas été observés depuis la reprise post-covid de l'activité en 2021. Toutefois, pour la première fois depuis un an, il subit un léger fléchissement au 1^{er} trimestre 2026 (-1,3 points).

Le regain d'activité du Centre Spatial Guyanais offre des perspectives de développement à moyen terme. Toutefois, le déclenchement du conflit armé dans le détroit d'Ormuz en février et la hausse des prix du carburant qu'il entraîne brouillent les perspectives d'investissement et d'activité des chefs d'entreprise. Près d'un tiers des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture estiment que l'évolution de leur situation est modérément difficile à prédire.

Le solde d'opinion relatif à l'activité du trimestre passé recule significativement, contribuant à l'inflexion de l'ICA. Les prévisions pour le trimestre à venir sont également orientées à la baisse, ce qui souligne l'attente des chefs d'entreprises dans ce contexte incertain. S'agissant de la trésorerie, les soldes d'opinion portant sur la trésorerie du trimestre écoulé et pour le trimestre à venir sont tous deux orientés à la baisse mais se maintiennent au-dessus de la moyenne de longue période.

En revanche, les prévisions concernant les prix de vente et les soldes d'opinions qui matérialisent les intentions

d'investir affichent une nouvelle progression. L'amélioration du solde d'opinion des délais de paiement (+1 pt) soutient cette tendance haussière, même s'il demeure sous sa moyenne de longue période s'agissant des perspectives.

Le nombre de créations d'entreprises se maintient en début d'année (+4,6 % sur le trimestre et +18,4 % sur un an) avec 1 096 nouvelles immatriculations sur le trimestre. Cette progression est portée par les micro-entreprises, dont les créations augmentent de +3,1 % en glissement trimestriel de +33,1 % sur un an.

En revanche, les défaillances d'entreprises continuent de progresser (+16,7 % sur le trimestre). Elles atteignent un nouveau record, établi à 196 en cumul sur 12 mois. Cette tendance est révélatrice d'un effet de rattrapage post-Covid, marqué par la fin des aides publiques ayant été contractées à cette période. Elle s'explique également par un plan d'action initié par le Tribunal de Commerce qui vise à fiabiliser le registre des entreprises, en ciblant les entreprises manifestement sans activité.

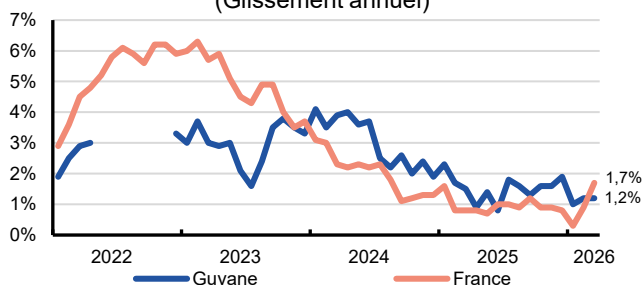
Un léger ralentissement de l'inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en léger recul au 1^{er} trimestre 2026 (-0,5 %). Les prix de l'énergie (-4,0 %) et des services (-0,6 %) sont en baisse sur le trimestre. En revanche, les prix de l'alimentation (+0,2 %) et des produits manufacturés (+0,2 %) progressent.

En glissement annuel (g.a.), les prix augmentent de 1,2 % en Guyane, un taux inférieur à celui enregistré au niveau national (+1,7 %). Cette évolution s'explique par une hausse des prix des services (+2,7 %), de l'alimentation (+2,4 %) et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés (+0,2 %). Les prix de l'énergie sont quant à eux en baisse de 5,9 %.

À noter que depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient le 28 février, les prix des matières premières énergétiques ont fortement augmenté, tandis que le blocage du détroit d'Ormuz fait craindre une perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales¹.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) (Glissement annuel)

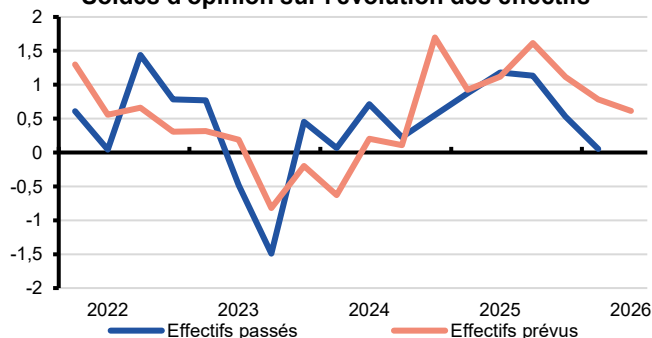


Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021 ©IEDOM

Un marché du travail qui se stabilise

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue légèrement au 1^{er} trimestre 2026 (-0,7 %), après la hausse enregistrée le trimestre précédent (+2,5 %). Cette tendance concerne l'ensemble des catégories d'âge, soit -1,1 % pour les moins de 25 ans, -0,6 % pour les 25 - 49 ans, et -0,7 % pour les plus de 50 ans. Cette baisse est davantage marquée pour les hommes (-0,9 %) que pour les femmes (-0,5 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC de longue durée (> 1 an) continue de progresser (+10,0 % après +8,5 % le trimestre précédent).

Soldes d'opinion sur l'évolution des effectifs



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM ©IEDOM

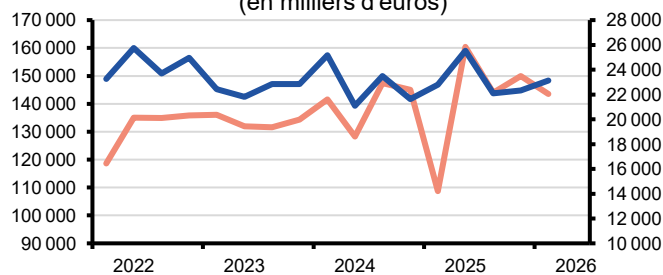
Par ailleurs, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture révèlent que leurs effectifs sont stables, après plusieurs trimestres de

hausse. Cette tendance peut se traduire par un ralentissement des recrutements en début d'année.

La consommation des ménages en retrait

La valeur des importations de biens de consommation diminue de 3,3 % au 1^{er} trimestre 2026, tirée par la baisse des importations de biens non durables (-4,3 %), qui représentent 86,1 % du total importé. A contrario, les importations de biens de consommation durables sont en augmentation (+3,6 %).

Importations de biens de consommation (en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS-CJO IEDOM ©IEDOM

Sur un an, les importations de biens de consommation s'accroissent de 26,7 %, notamment en raison de la chute des importations de biens de consommation non durables au 1^{er} trimestre 2025. Ces dernières augmentent ainsi de 32 % en glissement annuel et celles de biens de consommation durable de 1,5 %.

Sur le marché automobile, les importations de véhicules de tourisme baissent dans une moindre mesure (-4,1 %, après -26,6 % au 4^e trimestre 2025). Le nombre d'immatriculations de ce type de véhicule recule de 23,4 %. En g.a., les importations comme les immatriculations se maintiennent en hausse (respectivement +15,6 % et +2,8 %).

De même, le solde d'activité des entreprises du commerce reflète une activité toujours dégradée avec des perspectives plutôt défavorables.

Par ailleurs, les indicateurs portant sur la vulnérabilité des ménages évoluent de manière contrastée. Les dépôts de dossiers de surendettement à l'IEDOM remontent (+20,3 %) et s'affichent en forte hausse par rapport au 1^{er} trimestre de l'année 2025 (+66,7 %). À l'inverse, le nombre de personnes physiques interdites bancaires poursuit sa baisse (-1,2 % ce trimestre et -6,0 % en g.a.). Enfin, les retraits de cartes bancaires reculent (-5,8 % ce trimestre et -12,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2025).

Une dynamique d'investissement contrastée

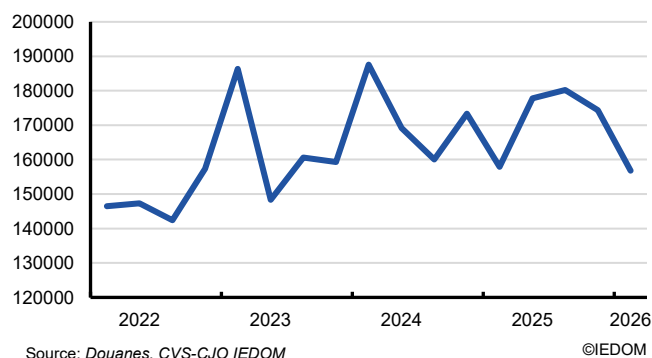
L'investissement privé montre des signaux divergents en ce début d'année, après une fin d'exercice déjà marquée par un essoufflement.

Les importations de biens d'investissement témoignent d'un net repli (-10,1 % sur le trimestre ; -0,7 % sur un an). Les importations de biens d'équipement reculent encore

¹¹ [Projections macroéconomiques intermédiaires](#), Banque de France, Mars 2026

plus fortement, avec une baisse de 17,2 % sur trois mois et de 3,2 % sur douze mois. Pour autant, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM font état d'une amélioration de leurs prévisions d'investissement au 1^{er} trimestre 2026. Ce solde d'opinion, qui synthétise les intentions d'investir sur les 12 mois à venir, se maintient à un niveau positif, confirmant ainsi la poursuite d'un climat d'investissement favorable.

Importations de biens d'investissement
(en milliers d'euros)



Parallèlement, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires témoigne d'un fort repli conjoncturel, reculant de 32,0 % sur le trimestre. Sur un an, la tendance demeure toutefois bien orientée, avec une progression de 39,3 %. En revanche, les importations de ce type de véhicules restent en baisse de 21,4 % sur 3 mois, malgré une évolution plus favorable en glissement annuel (+5,8 %).

Sur fond de baisse des importations, le taux de couverture s'améliore

La baisse des importations de biens s'accroît au 1^{er} trimestre 2026, tant en valeur (-10,2 %) qu'en volume (-

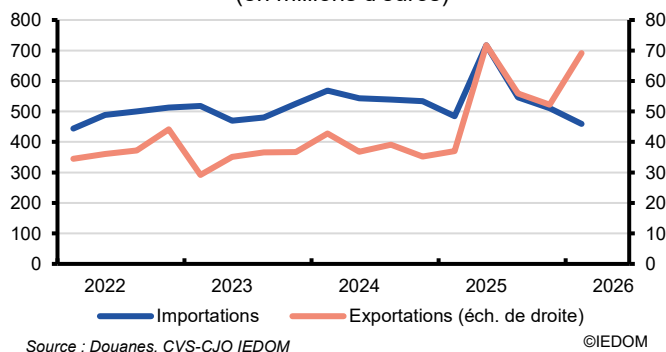
14,1 %). En glissement annuel, ces contractions sont respectivement de -5,3 % et -11,9 %.

Sur le trimestre, les reculs les plus marqués concernent les importations de biens d'investissement (-10,1 % en valeur et -10,6 % en volume), de biens intermédiaires (-9,7 % en valeur et -20,7 % en volume) et d'énergie (-23,2 % en valeur et -10,4 % en volume). Seules les importations de biens de consommation durables en valeur ne reculent pas (+3,6 %).

En parallèle, les exportations de biens rebondissent (+32,4 % en valeur et +2,4 % en volume), portées par un effet valeur d'autant plus marqué sur l'année (+87,1 % en valeur et -4,3 % en volume). En conséquence, le taux de couverture s'améliore et s'établit à 15,1 % (10,2 % le trimestre précédent).

Le boom des exportations en valeur est porté par l'ensemble des postes, et principalement par les produits de l'or (+26,8 % sur le trimestre et +79,7 % en g.a.), grâce notamment au renchérissement de l'once, les biens d'équipement (+18,6 % sur le trimestre et +39,5 % en g.a.) et les biens de consommation (+48,1 % sur le trimestre et +81,8 % en g.a.).

Importations et exportations
(en millions d'euros)

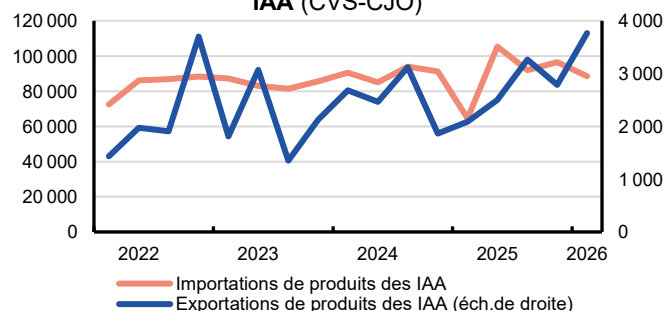


L'activité ralentit dans certains secteurs

Le début d'année 2026 est marqué par un ralentissement de l'activité dans certains secteurs, après une fin d'année 2025 dynamique. Les chefs d'entreprise interrogés estiment que cette tendance devrait se poursuivre au deuxième trimestre.

Dans le **secteur primaire-IAA**, l'activité fléchit au 1^{er} trimestre 2026 d'après les résultats de l'enquête de conjoncture, après le redressement observé fin 2025. Sur

Importations et exportations de produits des IAA (CVS-CJO)



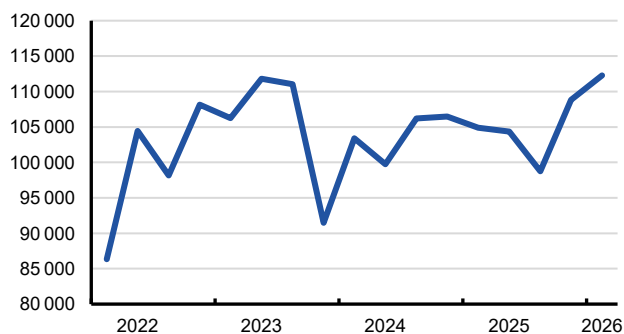
le trimestre, les importations de produits des IAA baissent de 8,3 % mais les exportations progressent de 35,1 %. Les chefs d'entreprise du secteur révèlent une forte dégradation de leurs charges d'exploitation. Les prévisions d'investissement restent bien orientées.

Le secteur des **services** connaît également une baisse d'activité au 1^{er} trimestre 2026 et le solde d'opinion relatif aux effectifs se dégrade après plusieurs trimestres d'amélioration. Les chefs d'entreprise du secteur estiment que cette baisse d'activité devrait continuer au deuxième trimestre. En revanche, les délais de paiement s'améliorent en début d'année, marquant une rupture avec la tendance amorcée début 2024.

Pour le **commerce**, l'activité recule légèrement en début d'année, mais cette baisse est moins marquée que les trimestres précédents. Les prévisions d'investissement et les trésoreries s'améliorent. En revanche, les entreprises du secteur attestent d'une augmentation des prix de vente en début d'année et le solde d'opinion relatif aux effectifs se dégrade.

S'agissant du **tourisme**, l'activité est stable début 2026, après l'amélioration observée fin 2025. Le nombre de passagers à l'aéroport est en hausse de 0,4 %. Les prévisions d'investissement des entreprises sont également stables. Les charges d'exploitation demeurent dégradées.

Nombre de nuitées (CVS-CJO)



Source : Insee

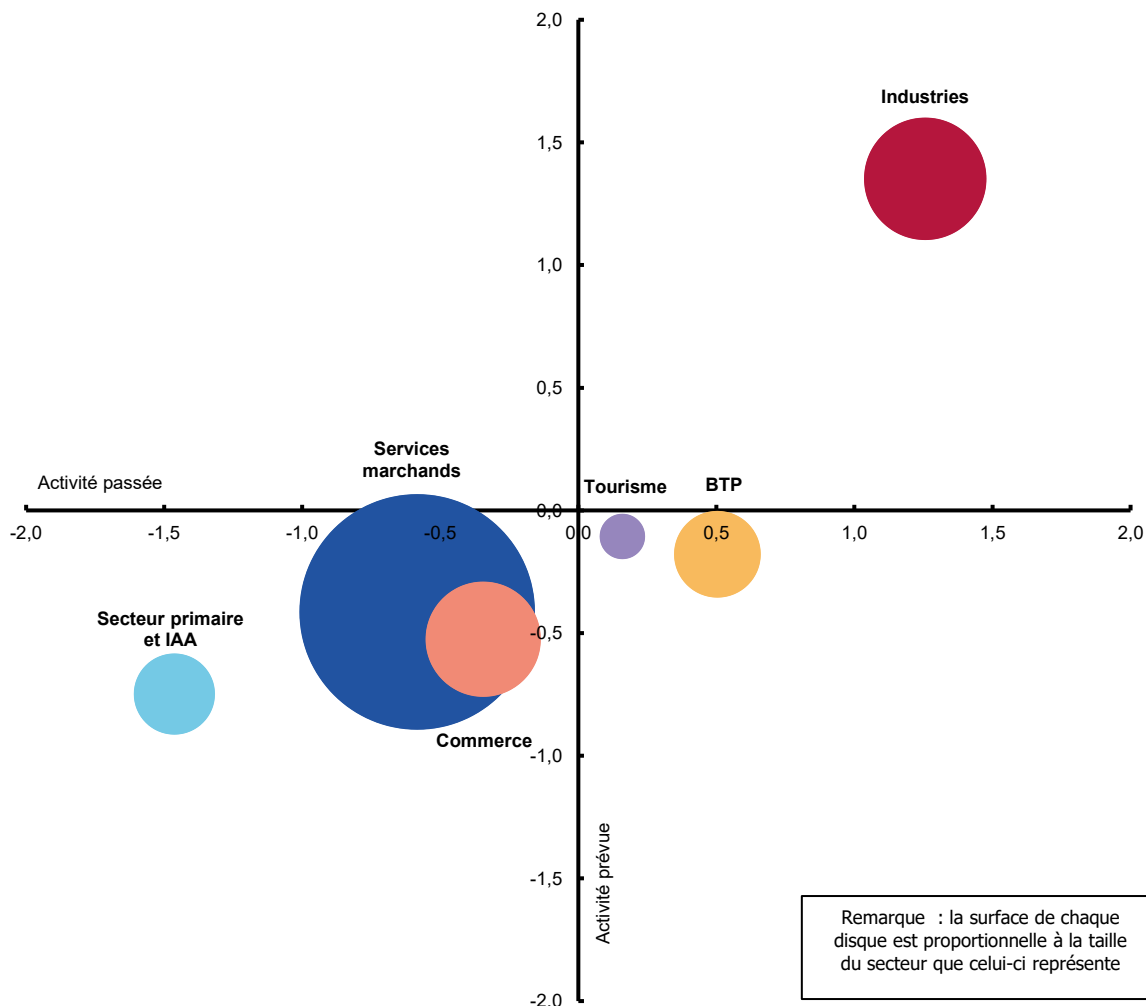
© IEDOM

Le secteur du **BTP** voit son activité progresser légèrement en début d'année. Le solde d'opinion relatif aux effectifs se redresse et les charges d'exploitation s'améliorent.

Concernant les **autres industries**, la tendance est favorable. L'activité demeure en hausse en début d'année et les chefs d'entreprise du secteur révèlent que cette dynamique pourrait se poursuivre au deuxième trimestre. Les exportations d'or progressent de 26,8 % en valeur et de 27,7 % en volume et les exportations de bois augmentent de 1,8 % en volume et de 30,4 % en valeur sur le trimestre. Les prévisions d'investissement ainsi que les indicateurs de liquidité des entreprises (délais de paiement, trésoreries) restent bien orientés.

Côté **industrie spatiale**, le premier vol commercial de la version lourde Ariane 64 (4 boosters), avec 32 satellites Amazon Leo, a été un succès. Selon le Centre Spatial Guyanais, la cadence devrait s'accélérer en 2026 avec 10 à 11 lancements prévus.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 1^{er} trimestre 2026



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

© IEDOM

Remarque : la surface de chaque disque est proportionnelle à la taille du secteur que celui-ci représente

La conjoncture internationale et régionale

Des performances économiques contrastées dans un environnement régional incertain

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le taux de croissance régional devrait s'établir autour de 2,3 % en 2026. Cette stabilisation masque toutefois de fortes disparités au sein de la zone. Si le ralentissement de la demande extérieure, les incertitudes géopolitiques persistantes et le resserrement des conditions financières mondiales pèsent sur les perspectives économiques régionales, la fermeture du détroit d'Ormuz se ressent particulièrement sur les plus petites économies, dépendantes des importations énergétiques.

Au Brésil, l'inflation poursuit sa progression (+ 4,4 % sur un an), sous l'effet de la hausse du prix des carburants et de l'alimentation selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique. Toutefois, ce niveau reste proche de celui observé en début d'année et s'inscrit dans la cible de la Banque Centrale Brésilienne (entre 1,5% et 4,5%). En réponse, la BCB a engagé un cycle prudent d'assouplissement monétaire : le taux Selic a été abaissé, à deux reprises, à 14,5 % lors de la réunion du comité de politique monétaire d'avril 2026, une première depuis 2 ans. Pour 2026, le FMI anticipe une croissance modérée, autour de 1,9 % (après 2,3 % en 2025), reflétant une perte d'élan de la demande intérieure. Toutefois, son statut d'exportateur net d'énergie fait du Brésil un des rares pays pouvant bénéficier de la hausse des cours du Brent.

Au Suriname, les informations publiées par les autorités statistiques restent limitées. Les projections du FMI indiquent une croissance de 3,9 % en 2026, principalement soutenue par la poursuite des investissements liés à l'exploitation pétrolière offshore à venir. Par ailleurs, en décembre 2025, le gouvernement a conclu un accord avec le Fonds visant à restructurer sa dette publique, encore élevée (87,1 % du PIB en 2025).

Le Guyana continue d'afficher le taux de croissance le plus rapide de la région. Les projections du FMI tablent sur une expansion exceptionnelle du PIB réel de 16,2 % en 2026, portée par la montée en puissance de la production pétrolière en eaux profondes. L'inflation y restera relativement contenue, autour de 5,7 %, permettant de préserver un environnement macroéconomique stable. La progression soutenue des secteurs non pétroliers et les investissements publics massifs renforcent cette dynamique.

À l'inverse, la situation au Venezuela demeure fortement dégradée. Si le FMI anticipe une reprise économique de 4,0 % en 2026, le niveau des prix augmenterait de 219,7 %, témoignant d'un régime d'hyperinflation chronique et d'un environnement macroéconomique extrêmement déséquilibré. Depuis 2019, les exportations de pétrole brut vénézuélien, principale source de revenus du pays, sont sous embargo américain. Le renforcement de ces sanctions en fin 2025, sous l'égide du Trésor des États-Unis, resserre l'étau sur le secteur pétrolier et, plus largement, sur l'économie nationale.

Sources : Institut brésilien de géographie et de statistique, CEPALC, Banque centrale du Brésil, FMI

La croissance mondiale à l'épreuve des tensions géopolitiques

L'économie mondiale en ce début d'année 2026 est fortement affectée par le conflit au Moyen-Orient. Dans sa dernière publication, le FMI a réduit ses prévisions de croissance, anticipant un ralentissement de la croissance mondiale à +3,1 % sur l'année 2026. Les prix élevés du pétrole depuis le début de la guerre en Iran dynamisent l'inflation qui repartirait à la hausse pour atteindre +4,4 % en 2026 après +4,1 % en 2025. Dans le cas où le conflit se prolongerait au-delà de la mi-2026, le FMI n'écarte pas un scénario dans lequel la croissance chuterait à 2 % en 2026 et l'inflation s'envolerait au-dessus de 6 % d'ici à 2027.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre (+1,6 % en taux annualisé) dans un contexte d'effets différés des baisses de taux menées fin 2025 par la Fed, et de maintien de ces taux inchangés depuis le début de l'année. La situation pourrait néanmoins évoluer avec la progression de l'inflation américaine en avril à son rythme le plus soutenu en trois ans. Selon les données publiées fin mai, l'indice des prix a bondi de 3,8% sur un an. Sur l'année, la croissance américaine est attendue à +2,3 % par le FMI, au-dessus de la moyenne des économies avancées (+1,8 %).

Dans la zone euro, la croissance économique a décéléré et atteint + 0,1 % au premier trimestre 2026. La zone euro voit ses perspectives de croissance pour l'année 2026 s'amoindrir à 1,1 %, après 1,4 % en 2025. Selon les prévisions du FMI, la croissance de l'économie devrait rester faible en 2026 en Allemagne (+0,8 %) comme en Italie (+0,5 %), l'Espagne bénéficiant d'un surcroît de dynamisme (+2,1 %).

En France, au premier trimestre, le PIB se replie légèrement (-0,1 %), confronté à une demande intérieure peu dynamique. La Banque de France anticipe dans son scénario central une hausse du PIB de 0,9 % en 2026 (projections macroéconomiques de mars 2026). L'inflation, dopée par les prix de l'énergie, s'élèverait à 1,7 %. Une dégradation durable de la situation au Moyen-Orient pourrait toutefois peser tant sur la croissance que sur l'inflation.

La dégradation de la situation internationale, la hausse des prix de l'énergie et une demande extérieure atone pèsent sur l'économie japonaise. En dépit des incitations fiscales adoptées à l'automne 2025, celle-ci devrait connaître une croissance limitée en 2026, à +0,7 %.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique a augmenté de 4,4 % en 2025. Elle est notamment restée dynamique en Inde (+7,6 %) et dans une moindre mesure en Chine (+5,0 %) et au Brésil (2,3 %). La croissance ralentit en revanche fortement en Russie (+1,0 %). En 2026, le FMI anticipe un rythme de croissance comparable à 3,9 % dans ce groupe de pays, avec une stabilisation de la croissance en Russie (+1,1 %) et une inflexion au Brésil (+1,9 %), en Inde (+6,5 %) ou encore en Chine (+4,4 %).

Sources : FMI (WEO, avril 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, mars 2026)

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : L. HERROU ■ Responsable de la rédaction : A. HUC
Rédaction : A. CAMPS BRES, A. CARIOU, F. OLLIVIER, E. PETIT ■ Éditeur : IEDOM